

La volonté des Etats: le cash va disparaître

Dans une société sans cash, la liberté privée est gravement compromise puisque tout est visible.



DIDIER MAURIN

Directeur de Katleya Gestion à Genève

Nietzsche avait raison lorsqu'il affirmait que «l'Etat est le plus froid des monstres froids» et «tout ce que l'Etat possède, il nous l'a volé».

Aujourd'hui, beaucoup d'Etats souhaitent à nouveau «repren­dre la main» pour nous contrôler encore un peu plus, et ce, en supprimant tout simplement l'argent liquide, au nom de la plus vénérable des morales, celle qui combat le terrorisme, les mafias et la fraude fiscale. Certes, ces deux premières «entités» utilisent abondamment le cash et ce serait là un moyen de les contrer, mais parce qu'ils se soignent aussi grâce aux médicaments nous devrions les interdire?

Quoi qu'il en soit, le processus a d'ores et déjà commencé, à l'image de la Banque centrale européenne qui a déjà retiré de la circulation les billets de 500€ en attendant de supprimer ceux de 200 et ainsi de suite. Un tel mouvement est réellement liberticide car si un Etat souhaite un jour priver quelqu'un de son argent ou tout simplement se l'arroger, en partie ou en totalité, il lui suffira de bloquer son compte bancaire ou de lui saisir. Or, si un gouvernement venait à mettre au pouvoir un représentant très autoritaire, cette possibilité de blocage de compte pourrait alors constituer un formidable instrument politique, permettant de laisser les gens mourir de faim à l'envie, ou tout du moins leur rendre la vie impossible.

Par ailleurs, notons qu'en cas de cyberattaque, telle celles dont nous avons déjà été témoins, l'ensemble des comptes ban-

caires ou d'épargne pourraient être soit vidés soit bloqués, aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises, ce qui aliénerait complètement la population tout en créant une grave crise économique.

Un enjeu de société

Dans une société sans cash, la liberté privée est bien évidemment gravement compromise puisque tout est visible, ce qui amène certains philosophes à parler de «dictature de la transparence». Dans un pays tel que la Suède, où l'argent liquide a pratiquement disparu, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dictatorial qui aurait la faculté d'utiliser les informations recueillies informatiquement (numéros de cartes bancaires, coordonnées GPS, numéros de téléphone) pour pister les faits et gestes de chaque individu représenterait un danger terrible, surtout lorsque l'on voit avec quelle facilité un Donald Trump peut être élu. Rappelons également qu'Adolf Hitler était parvenu au pouvoir parce qu'il avait gagné les élections. D'ailleurs, comment aurait-il agi, lui, avec de tels pouvoirs entre les mains?

Pour les plus précaires, une société sans cash est tout simplement un cauchemar, car privés de compte bancaire et de téléphone, ce qui est souvent leur cas, ils seront acculés à la famine. Et travailler «au noir» pour s'en sortir leur deviendra impossible, leur seule alternative étant de mourir de faim, eux et leurs enfants, ou de faire la révolution.

Par conséquent, il s'agit d'un véritable

enjeu de société, d'autant que sans cash, aucune limite au racket fiscal ne subsistera, notamment en cas de crise.

Dernièrement, la Corée du Sud a décidé de retirer de la circulation toutes ses pièces de monnaie, mais la population s'est vite rendu compte que cela posait d'énormes problèmes au quotidien et que l'attractivité du pays en termes de tourisme avait baissé.

Combattre le cash, au nom de la morale, est terriblement logique pour des Etats surendettés. N'arrivant même plus à payer les intérêts de leurs dettes, ils comptent sur l'activité de «planches à billets» des Banques centrales pour leur prêter au fur et à mesure les dizaines de milliards qui leur sont nécessaires, si possible à taux négatifs afin de pouvoir percevoir des intérêts au lieu d'avoir à en payer... Et dans le même temps, ces Etats pourraient parfaitement maîtriser les individus afin de les racketter ou leur saisir leur argent si nécessaire. Une dictature efficace très informatisée...

A ce danger, une parade commence à se mettre en place, à savoir l'émergence des cryptomonnaies telles le bitcoin, ces monnaies privées qui échappent (pour le moment?) au contrôle de l'Etat et tendent à se généraliser. Si certains Etats persistent dans l'émergence de ce pseudo-modèle de dictature qu'est la société sans cash, il y a fort à parier que ces cryptomonnaies vont se multiplier et atteindre des valeurs de plus en plus élevées. Et au bout du compte, elles atteindront aussi une haute valeur de contre-pouvoir politique. ■

POUR LES PLUS PRÉCAIRES, UNE SOCIÉTÉ SANS CASH EST TOUT SIMPLEMENT UN CAUCHEMAR,
CAR PRIVÉS DE COMPTE BANCAIRE ET DE TÉLÉPHONE, CE QUI EST SOUVENT LEUR CAS,
ILS SERONT ACCULÉS À LA FAMINE.